L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 15 JUIN 1850.

Imprimé et publié par
HAGNE & WEISSE.
No. 83, rue de Chartres.

JOURNAL OFFICIEL *de l'Etat, du Conseil-Général, du Conseil de la Première Municipalité, et de la Commission de Liquidation.*

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 15 JUIN.

LOIS DE 1850.

Les lois rendues par la Législature, dans la [illegible] été délivrées à l'Etat. Les personnes [illegible] à un exemplaire, en qualité de [illegible] de la Chambre, de juges, [illegible] de paix, sont invitées à se [illegible] de ce journal; on elles en prendront [illegible] leur reçu.

§ Le Secrétaire d'Etat prévient aussi le public [illegible] Secrétaire d'Etat l'autorisation de [illegible] compte de l'Etat, les lois de 1850, [illegible] quatre l'exemplaire broché.

NOUVELLES D'EUROPE.

Les journaux européens apportés par l'*Ameri*- nous ont été transmis hier. Comme nous avons déjà publié les avis les plus importants reçus par cet arrivage, nous profitons de cette circonstance qui nous laisse la libre disposition de nos colonnes pour reproduire le magnifique discours de Victor Hugo sur la loi électorale. Il l'a prononcé dans la séance du 21 mai. Cette éloquente improvisation du défenseur des droits populaires, a été, dit la *Presse*, la grande émotion du débat. Le discours de M. Victor Hugo, continue ce journal, est un événement. Jamais l'éloquence n'avait prêté à la raison un plus noble et plus beau langage; jamais la parole humaine n'avait été plus palpitante de conviction et d'inspiration, de génie, d'enthousiasme.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

(TRANSMISE A L'ABEILLE.)

Passe du Sud Ouest, 14 juin,
10 heures du matin.

La gabarre *Barry* est arrivée, venant de la Havane qu'elle a quitté il y a quatre jours. La tranquillité regnait dans la ville, et il avait été décidé que *tous les prisonniers américains seraient mis en liberté*.

LE GÉNÉRAL LOPEZ
DEVANT LE COMMISSAIRE BALDWIN.

M. Dicos est appelé. Ce témoin se présente et prête serment. M. Benjamin l'interroge.

—Connaissez-vous le général Lopez.

—Je le vois rarement pour la première fois.

—Vous a-t-on proposé il y a quelque temps de faire partie d'une expédition destinée à opérer contre Cuba?

—Il m'a été fait cet égard une proposition assez vague, mais j'ai répondu que j'étais un étranger et que je n'avais pas le moindre désir de me mêler à ces sortes d'affaires.

—Quelle devait être la nature de l'expédition dont on vous proposait de faire partie?

—On n'est entré dans aucun détail, car j'avais tout d'abord répondu par un refus.

—Qui vous a fait la proposition dont il s'agit?

M. Hunt s'oppose à la question. Elle ne peut avoir aucun résultat. Le témoin a dit qu'on lui avait fait une proposition vague. Il n'est pas dans tout cet question du général Lopez. Qu'y a-t-il donc de commun entre l'interrogatoire qu'on fait subir au témoin et l'accusation dirigée contre le prévenu!

M. Moise—On s'écarte de l'accusation.

M. Henderson—Voudrait-on voir dans la proposition vague faite au témoin le commencement d'une preuve!

L'avocat de district—Eh bien! alors les faits que nous voulons éveiller n'auront aucune valeur comme preuve. Voilà tout.

Le commissaire.—L'accusation peut demander au témoin le nom de la personne qui lui a fait une proposition.

M. Benjamin—Qu'on veuille bien nous faire connaître quel nom, l'honorable défendant de vouloir le reveler.

L'avocat de district—J'espère que la Cour bien comprendre au témoin qu'en bon citoyen il est tenu de répondre à la question.

M. Moise—Et j'espère, moi, que le témoin consultera plutôt le noble sentiment d'honneur qui lui a dicté les paroles que vous venez d'entendre. Les devoirs qu'impose l'honneur ne sont pas moins sacrés que d'autres.

M. Benjamin—Savez-vous quelque chose des préparatifs militaires qui ont été faits pour organiser une expédition contre Cuba!

M. Dicos.—Rien par moi-même.

—Savez-vous à quelle époque le *Créole* est parti de la Nouvelle-Orléans!

—Non.

—Connaissez vous le nom de la personne qui vous a proposé d'une manière vague de faire partie de l'expédition de Cuba!

—Non.

—Quel grade vous avait-on offert!

—[illegible] pose à la question.

—Nous irons plus vite si on [illegible] parler les témoins. Ce qui ne [illegible] excepte comme preuve ce qui [illegible] porte la Cour. Mais de la [illegible] cherche l'enquête, tout le temps est [illegible] discours prononcés de part et d'autre.

M. Hunt insiste sur son objection. La commission est chargé de s'enquérir de faits relatifs à l'accusation dirigée contre le général Lopez. Qu'on s'en tienne à ces faits.

M. Hunt continue sur ce ton et est applaudi par l'auditoire.

Le depuis-marshall se hâte de rétablir l'ordre.

Le commissaire décide que la question ne peut pas être posée.

M. Benjamin—Vous n'avez pas proposé de vous joindre à quelque autre expédition!

M. Dicos—Non, à aucune autre.

—Savez-vous à quelle époque l'expédition devait mettre à la voile et sur quel navire!

—Non.

—Vous a-t-on dit le nom du navire à bord duquel l'expédition devait s'embarquer!

M. Henderson s'oppose à la question.

M. Moise prend la parole. Il est applaudi.

Le commissaire déclare que la question peut être posée.

Le témoin répond qu'on ne lui a pas dit le nom du navire.

M. Benjamin.—Vous a-t-il parlé de quelque autre expédition contre Cuba!

M. Dicos.—On ne m'a parlé qu'une seule fois de l'expédition: c'était dans la rue.

Le témoin se retire. Sa belle prestance militaire, qui fait deviner l'ancien garde du corps, sa physionomie mâle et empreinte d'énergie, tout cet ensemble extérieur qui fait de l'officier français le type le plus complet de l'homme de guerre, attire sur M. Dicos l'attention de la Cour et de l'auditoire.

M. Thomas Patton est appelé. Il a été introduit au général Lopez. Quant à ce qu'il peut savoir de l'expédition, il gardera le silence pour ne pas s'exposer à une poursuite criminelle. Il n'a pas su l'époque du départ du Créole que par le bruit public.

—Avez-vous connaissance de quelque expédition dans laquelle vous n'auriez été pour rien!

—Non.

L'avocat de district.—Alors vous ne savez que les faits relatifs à l'expédition dont vous avez vous-même fait partie!

M. Moise.—C'est un peu fort, ce que vous demandez-là, M. l'avocat de district. (Rires dans l'auditoire.)

M. McAlpin est interrogé. Il refuse de révéler ce qui a pu se dire devant lui dans un repas auquel il avait été invité. Un homme d'honneur ne répète jamais devant la justice ces choses-là. Presse par la Cour de faire une réponse quelconque, M. McAlpin déclare qu'il n'a rien entendu à la table du général Lopez qui fut de nature à incriminer celui-ci.

La séance est levée.

La déposition du major Gally sera prise ce matin.

CONVENTION DE NASHVILLE.

QUATRIÈME SEANCE.

M. Tucker, de la Virginie, présente une série de résolutions portant que les territoires conquis appartiennent aux Etats collectivement; que le Congrès n'a pas le droit d'en disposer, que le provisо Wilmot est inconstitutionnel, que le Sud doit résister au Nord jusqu'à la dernière extrémité, etc. etc. Référées à un comité.

M. Campbell, de l'Alabama, présente des résolutions relatives aux esclaves fugitifs. Référées à un comité. Le même membre présente d'autres résolutions déclarant que tous les Etats sont égaux.

Un grand nombre d'autres résolutions sont présentées et référées aux comités compétents.

CONGRES.

SENAT, 6 *juin*.—Le bill de compromis est pris en considération.

M. Walker présente un amendement interdisant aux habitans des territoires de faire des contrats avec le peons. Il parle longuement contre ce système.

M. Foote dit que ce système est fort peu compris aux Etats-Unis. On a parlé sans savoir exactement ce dont il s'agit.

M. Hunter et M. Davis, du Mississipi, combattent l'amendement. M. Davis dit que le système de *peonage* n'est pas seulement pratiqué vis-à-vis des Indiens. Il ne convient pas de s'immiscer dans des contrats personnels: le gouvernement n'a pas le droit de les infirmer.

M. Dayton propose de modifier l'amendement de manière à en borner l'application aux contrats futurs. Cette proposition est rejetée par 28 voix contre 23.

M. Dickenson combat l'amendement de M. Walker, lequel est enfin mis aux voix et repoussé à une majorité de 32 contre 20.

M. Yulee propose comme amendement d'étendre la Constitution des Etats Unis aux territoires, en tant que cela est possible.

Il s'ensuit un débat dans lequel prennent part MM. Yulee, Foote, Walker, Butler et plusieurs Sénateurs, et à la suite duquel l'amendement est adopté par 30 voix contre 24.

M. Baldwin présente la Pétition le Provisо Wilmot sous une autre forme.

M. Clay s'oppose avec chaleur et adjure le Sénat de prendre vite une décision.

L'amendement de M. Baldwin est repoussé par 32 voix contre 23.

Le Sénat s'ajourne.

Chambre des Représentans.—M. Otis introduit une résolution enjoignant au comité de commerce d'examiner s'il ne serait pas urgent de modifier la loi du 2 mars 1799 de manière à permettre aux navires étrangers de décharger leurs cargaisons dans quelque port que ce soit. La résolution est adoptée.

Sur motion de M. Stephens, de la Georgie, la Chambre suspend le reglement et se constitue en comité général pour continuer la délibération sur la question de Californie.

MM. Tuck, Dimmick, Bowie, du Maryland, et Dickey parlent successivement sur la question.

M. Tuck se prononce pour l'admission de la Californie et contre l'extension de l'esclavage.

M. Dimmick, de la Pennsylvanie, condamne le Provisо Wilmot. Il se déclare pour l'admission de la Californie.

M. Bowie fait un remarquable discours contre les tentatives renforcées des hommes du Nord pour troubler la paix de l'Union. Il se prononce en faveur du bill de compromis présenté au Senat par M. Clay.

M. Dickey fait une longue harangue contre l'esclavage.

Le comité se dissout et la Chambre s'ajourne.

SINISTRE.—Nous apprenons par le *Bilozi Sun Shore Sentinel* de samedi dernier que la gabarre *John Mitchell*, de la Nlle-Orléans, a été trouvée dans le Golfe, en face de Mississipi City, chavirée et entraînée à la dérive. Elle avait reçu une licence pour faire le commerce de cabotage. Les personnes qui se trouvaient à bord ont dû périr.

NOUVELLES MARITIMES.—Le steamer de guerre *Vixen* est arrivé à Norfolk, le 5 courant, venant de Nassau. Il y avait dix-huit mois qu'il en avait été absent. Il avait à son bord M. Benjamin E. Green, agent spécial des Etats-Unis Port-au-Prince et à St-Domingo.

La frégate *Congress*, ayant à bord le commodore McKeever, est partie de Norfolk le 6 de ce mois pour la station du Brésil. Elle doit toucher à la Havane.

Missouri.—Les whigs du 1er district congressionnel du Missouri se sont réuni dernièrement au Cap Girardeau et ont désigné pour leur candidat au Congrès M. John F. Darby.

Encore un accident.—Une autre maison vient de s'écrouler à New-York. Elle était occupée par MM. Hunter et Griffin qui y avaient leur magasin. L'accident a été determiné par le poids extraordinaire d'une grande quantité de bouchons de suere et de balles de coton qui s'appuyaient sur le mur du milieu et qui a cédé à la pression. Les pourres qui y avaient leur point d'appui sont tombées avec fracas à l'intérieur et il n'est resté du bâtiment que les murs latéraux. Personne heureusement n'a été blessé.

Porto-Rico.—On se souvient sans doute du pillage auquel a été livrée la goélette *North Carolina*, jetée à la côte près de Mayaguez. Le capitaine du port a emporté tout ce qu'il a pu et au lieu d'écouter les remontrances du capitaine américain, a menacé de le jeter en prison. Notre Consul a porté ses plaintes au gouverneur de St-Jean; une commission a été instituée pour prendre connaissance de l'affaire et destituer, s'il y a lieu, le capitaine du port.

CHRONIQUE JUDICIAIRE.

PREMIERE COUR DE DISTRICT.

Le greffier appelle l'affaire de **James Welsh**, accusé de vol de nuit sur la personne de sa femme Mary. Celle ci dépose que son mari l'a menée assommer il y a quinze semaines, à coups de pincettes et [illegible] (la pièce de conviction est produite, les branches séparées des pincettes témoignent de la vigueur du poignet de mistre Welsh). Mary jure qu'elle n'a jamais rien fait pour provoquer l'ire de son trop peu endurant époux et maître. Welsh lui parle sans cesse de sa première femme, qui, dans le ciel, [illegible] dorée, dévouée, et lui promettait d'aller de temps en temps au bal avec d'autres femmes.

L'avocat de l'accusé est M. le C. Garnaise.

Un second témoin est appelé.

M. Garnaise—L'accusé était il un bon mari!

La Cour. Qu'est ces mêlés aux que dont se pose la question.

M. Garnaise—Sous le bon plaisir de la Cour, je prouverai tout à l'heure que Welsh a été et n'a pu mais cesse d'être un excellent mari. Je prouverai également que tous les torts viennent de Mary. Ah! si mon honnête clientèle, je la chatierais, je vous jure de ce coup, sans cérémonie.

La Cour. Il ne s'agit pas ici de l'opinion que vous pouvez avoir sur la manière de corriger les femmes. J'espère bien que vous ne vous mettrez jamais dans le cas de venir répondre ici de votre conduite comme mari.

M. Garnaise. J'espère que non. Je ne pense pas que ce leger désagrement m'arrive jamais. Le fait est que j'ai dressé ma femme lorsqu'elle était toute jeune. Elle sait parfaitement se conduire.

Les témoins étant tous interrogés, M. Garnaise prend la parole en faveur de son client. Il établit la doctrine tutélaire: c'est l'opinion de l'avocat—qu'un mari a le droit de châtier sa femme. Oui s'écrie M. Garnaise, je maintiens qu'un mari, si bon et si doux qu'on le suppose, a le droit de flageller sa tendre moitié, quoiqu'en disent les journaux qui s'avisent parfois de nous donner des leçons de morale! Je sais bien qu'on prêche aujourd'hui du nouveau, de belles idées, qu'on parle pompeusement des droits de la femme. Naïseries que tout cela! C'est du socialisme, je l'en veux pas, merci. Pas de fanfaronnade, s'il vous plaît, même à l'endroit des femmes. Le sexe faible est destiné à obéir, il sera toujours soumis au sexe fort et laid. Je prie le jury de bien se rappeler une chose, c'est que la plaignante est la seconde femme de l'accusé. Or, Mary a eu l'impudence de commettre une imprudence de calomnier les premières amours de mon client!!

Messieurs, vous vous étonnez peut être de la violence qu'a déployé ce pauvre Welsh. Pour si peu être traîné devant une Cour de justice! Bon Dieu! consultez donc l'histoire, et votre étonnement cessera. Vous n'ignorez pas sans doute qu'un Botteaiel en épousant une femme lui brisa les deux côtes de devant. C'est une manière comme une autre de prouver son affection; c'est une marque d'amour dont l'époux ne perd le souvenir que lorsqu'elle a perdu molaires, incisives et canines.

Voulez-vous d'autres exemples? J'ouvre encore l'histoire, et j'abrège: je consulte le récit des voyageurs. En Rumie, après la bénédiction nuptiale, le nouveau marié lève un bâton sur la tête de sa femme avec un geste qui semble dire: "Si tu ne marches pas droit, je t'en ferai goûter!"

Messieurs, c'est à la maison que doivent se régler tous ces petits différends de ménage. Moi-même, toi que vous me voyez, je me querelle quelque fois avec ma femme, oui cela m'arrive; mais après l'orage le beau temps, après l'averse le rayon du soleil; notre bouderie dure à peine quelques minutes; et puis nous nous récompensons à nous manger de caresses. C'est ainsi que doivent se terminer ces sortes d'affaires.

M. Garnaise continue encore quelque temps sur ce ton, et finit par engager l'avocat de district à être plus doux et à se déclarer battu.

M. Reynolds, loin de se reconnaître battu combat la doctrine sociale et humanitaire de la défense. La loi anglaise, dit-il, permet au mari de châtier sa femme avec un bâton qui ne dépasse pas l'épaisseur d'un pouce, mais lui cette loi ne sera jamais appliquée.

Le jury rend contre l'accusé un verdict de culpabilité, tout en le recommandant à la clémence de la Cour.

M. Garnaise se retire en secouant d'un air narquois. On croit lui avoir entendu dire tout bas que la Louisiane est un pays heureux où les maris [illegible] ne pourraient jamais.

Chronique Locale.

Les Municipalité.—Le Lieutenant Lartigue a arrêté un nègre nommé Victor Collins. Une servante de M. Martin lui avait confié une somme de $1,400 qu'elle venait de collecter, et M. Martin apprenant ce que celle-ci avait fait, s'empressa de faire arrêter le nègre. Collins avait la somme sur sa personne et $250 en sus. Le recéleur Génois n'y a pas apporté qu'il se trouvait dans l'Etat contrairement à la loi et a été envoyé devant la 1re Cour de District.

Grand Jury.—Le grand jury s'est réuni hier et a décidé qu'il y avait lieu à poursuivre contre Bellabony Mullen et Thomas McFadden, pour le meurtre de Patrick Downey, au mois d'avril dernier. Mullen n'a pas encore été arrêté bien qu'il n'ait pas quitté la ville et qu'une récompense ait été offerte pour sa capture. Le jury a ordonné qu'avis serait donné immédiatement de Théodore Barton, pour s'être introduit avec effraction dans une maison pendant la nuit, et de John Leonard, pour vol.

DISCOURS DE VICTOR HUGO
SUR LA LOI ELECTORALE.

Assemblée législative.—Séance du 21 mai.)

M. Victor Hugo: Messieurs, la révolution de Février, et, pour ma part, puisqu'elle semble vaincue, puisqu'elle est calomniée, je cherche-rai toutes les occasions de la glorifier dans ce qu'elle a fait de magnanime et de beau (très bien!); la révolution de Février avait eu deux magnifiques pensées. La première, je vous la rappelais l'autre jour, ce fut de monter jusqu'aux sommets de l'ordre politique et d'en arracher la peine mort; la seconde, ce fut d'élever subitement les plus humbles régions de l'ordre social au niveau des plus hautes et d'y installer la souveraineté.

Double et pacifique victoire du progrès qui d'une part, relevait l'humanité, qui, d'autre part, constituait le peuple, qui emplissait de lumière en même temps le monde politique et le monde social, et qui les régénérait et les consolidait tous deux à la fois, l'un par la clémence, l'autre par l'égalité. (Bravo! à gauche.)

Mesdames, le grand acte, tout ensemble politique et chrétien, par lequel la révolution de Février fit pénétrer son principe jusque dans la racines même de l'ordre social, fut l'établissement du suffrage universel; fait capital, fait immense, événement considérable qui introduisait dans l'Etat un élément nouveau, irrésistible, définitif. Remarquez-le, messieurs, toute la portée. Certes, ce fut une grande et one de remettre le droit de tous de composer l'autorité universelle de la somme des libertés individuelles, de dissoudre ce qui restait des castes dans l'unité auguste d'une souveraineté commune, et d'ériger du même peuple tous les compartiments du vieux moule social; certes, cela fut grand. Mais, messieurs, ce fut surtout dans une action sur les classes qualifiées jusqu'alors classes inférieures qu'éclata la beauté du suffrage universel.

Messieurs, le merveilleux côté du suffrage universel, le côté efficace, le côté politique, le côté profond, ce ne fut pas de lever le bizarre interdit électoral qui pesait sur une partie de ce qu'on nommait la classe moyenne et même de ce qu'on nommait la classe élevée; ce ne fut pas de restituer aux droit à l'homme qui était avocat, médecin, lettre, administrateur, officier, professeur, prêtre, magistrat, et qui n'était pas électeur; à l'homme qui était membre de l'Institut, et qui n'était pas électeur; à l'homme qui était pair de France, et qui n'était pas électeur.

Non, le côté merveilleux, je le répète, le côté profond, efficace, politique, du suffrage universel, ce fut d'aller chercher dans les régions douloureuses de la société, dans les bas-fonds, comme vous dites, l'ère courbé sous le poids des négations sociales, l'être fantôme, qui jusqu'alors n'avait eu d'autre espoir que la révolte, d'autre appui que l'espérance sous une autre forme (Très bien!) et de lui dire: Vote! ne te bats plus! (Mouvement.)

Ce fut de rendre sa part de souveraineté à celui qui jusque-là n'avait eu que sa part de souffrance! (Bravo! à gauche.) Ce fut d'abaisser dans ses ténèbres matérielles et morales l'ignorant, l'aveugle, qui, dans l'extrémité de sa détresse, n'avait d'autre arme, d'autre ressource, d'autre ressource que la violence, et de lui retirer la violence et de lui remettre dans les mains à la place de la violence, le droit. (Bravos.)

Oui, la grande sagesse de cette révolution de Février, qui, prenant pour base de la politique l'Evangile, institua le suffrage universel, sa grande sagesse, et, en même temps sa grande justice, ce ne fut pas seulement de confondre et de dégnifier dans l'exercice du même pouvoir souverain le bourgeois et le prolétaire; ce fut d'aller chercher dans l'abaissement, dans le délaissement, dans l'abandon, dans ce chaos de sentiment qui conseille si mal, l'homme de désespoir et de lui dire: Espère! l'homme de misère, et de lui dire: Raisonne! le mendiant, et de lui dire: Travaille! le vagabond, et de lui dire: Pense! l'homme de nuée, et de lui dire: Rayonne! le malheureux, le misérable, comme on l'appelle, et de le sacrer citoyen! (Longue acclamation à gauche.)

Voyez, messieurs, comme ce qui est profondément juste est toujours en même temps profondément politique: le suffrage universel, en donnant à ceux qui souffrent un bulletin, leur ôte le fusil. En leur donnant la puissance, il leur donne le calme. Tout ce qui grandit l'homme l'apaise. (Mouvement.)

Le suffrage universel dit à tous, et je ne connais point de plus magnifique formule de la paix publique: Soyez tranquilles, vous êtes souverains. (Sensation.)

Ajoute:

Vous souffrez! Eh bien! n'aggravez pas vos souffrances, n'aggravez pas les souffrances publiques par la révolte. Vous souffrez! Eh bien! vous allez travailler vous-mêmes, dès à présent, au grand œuvre de la destruction de la misère par elle-même